

Lyon, le 22 mai 2019

## 22 MAI 2019 : UN AN APRÈS, LES « MÂLES BLANCS » N'ONT PAS À PÂLIR

### Communiqué de presse

Le 22 mai 2018, après des mois de travaux engagés entre élus, habitants, acteurs associatifs et économiques, ayant débouché à la demande du Président de la République à un ensemble de propositions pour ouvrir une « saison 2 » de la Politique de la Ville, ce dernier douchait tous les espoirs en jetant publiquement à la corbeille les « cahiers de la co-construction » et le rapport Borloo « Vivre ensemble, vivre en grand la République. Pour une réconciliation nationale ».

Qualifiés de « mâles blancs » par le Chef de l'État, les élus locaux, pourtant acteurs de première ligne de la rénovation urbaine et de l'accompagnement social des 6 millions d'habitants des quartiers fragilisés, étaient mis à l'écart, notamment avec la création d'un « *Conseil présidentiel des villes* » duquel ils furent d'emblée exclus.

Ce « *Conseil* », au-delà des nuages sombres qui planent sur l'image de certains de ses membres, s'est avéré totalement inopérant. Heureusement, quoique blessés, les élus, les associations et les porteurs économiques des territoires et les habitants n'ont pas baissé les bras et ont poursuivi leur action de réflexion partagée et de propositions auprès du Gouvernement, dans une démarche transpartisane et transversale inédite dans l'histoire de 40 ans de Politique de la Ville.

Des mesures ont été obtenues. Elles touchent à la rénovation urbaine via la dynamisation de son Agence nationale, aux stratégies d'égalité, avec les « *cités éducatives* », le prolongement de la durée des « *Contrats de Ville* », une nouvelle vague de création de « *quartiers de reconquête républicaine* » ou encore le soutien aux associations, à amplifier notamment pour les "petites associations de quartier", à « *l'image des quartiers* » et à quelques volets positifs d'ordre budgétaire.

Ces acquis résultent d'un dialogue constant que les territoires, via, notamment, *l'Association des maires Ville & Banlieue de France*, en lien avec de grandes associations, sont parvenus à maintenir et accroître, en particulier avec le ministre en charge de la Ville et du Logement.

Un an après la « douche froide » imposée par le Président de la République, il demeure toutefois d'énormes chantiers à mener à bien, pour que l'égalité républicaine devienne une réalité pour les territoires urbains. Ils concernent, entre autres, les finances locales, les dispositifs de péréquation solidaire, l'habitat social, la tranquillité publique et la sécurité et l'accès à la formation et l'accompagnement vers l'insertion par l'emploi.

La réforme des « *contrats aidés* » et des « *missions locales* », notamment, fragilisent gravement les outils en faveur des habitants les plus en rupture.

Plus que jamais, les enjeux demeurent. Les acteurs de la reconquête républicaine des territoires urbains fragilisés restent pleinement engagés et mobilisés pour et avec leurs habitants.